



UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

• Fondée à Lille en 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
• Charte de Grenoble, 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
• 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

UNEF Evry

Chère camarade, cher camarade,

Treize mois après le prétendu 80e congrès de l'UNEF, les événements ont confirmé notre analyse d'alors, et semblent consacrer notre incapacité à réagir à la situation que nous analysions.

Comme nous l'avions prévu, la "réunification" n'a eu aucune réalité, sinon que l'autre UNEF a cessé de se prétendre Indépendante et Démocratique (Deux mensonges de moins). Les dirigeants autoproclamés de notre UNEF qui ont cautionné cette mascarade n'ont fait que consacrer leur échec et leur retrait du mouvement étudiant, que personne ne regrettera. Cette UNEFexID reste la même, et poursuit son évolution loin de tout syndicalisme réel : le dernier tract d'elle que nous avons eu en main expliquait qu'il fallait voter pour elle parce qu'elle avait obtenu la Sécu étudiante, l'indépendance de l'Algérie et la réforme Bayrou.

Cette imposture ne prêterait qu'à rire si nous n'avions pas simultanément assisté à l'effondrement de toutes les tentatives d'affirmation au niveau national d'un vrai syndicalisme vraiment étudiant. De la quasi unanimité qui s'était exprimée dans l'UNEF contre sa liquidation, il n'est sorti que la plus grande confusion, et le constat de l'incapacité de tous ceux qui s'étaient définis jusque là contre la clique Vieu-Delpas à se définir positivement.

Certains ont cru trouver et voulu imposer une solution dans le rejet du nom de l'UNEF et de l'héritage de son renouveau, et ont créé la FSE. Nous avons longtemps voulu croire que cette divergence n'était que tactique et ne remettait pas en cause notre accord sur le principe du rassemblement syndical que nous avons esquissé dans l'intersyndicale Ensemble contre les réformes Allègre puis dans la liste pour le CNESER en juin 2000. Il nous faut aujourd'hui reconnaître l'arbre à ses fruits. Si l'attitude de la FSE l'année dernière nous avait conduit à avoir des doutes, son refus de prendre position contre la guerre en Afghanistan au nom d'une définition erronée du syndicalisme, puis son soutien contre nos camarades de Paris I à une liste de deux corps de filières ralliée par deux transfuges ne nous en laisse malheureusement aucun.

La FSE a manifestement tourné le dos au rassemblement pour choisir de s'appuyer, dans les AGE qui restaient fidèles à l'UNEF, sur ce qu'il y avait de plus pourri et / ou de plus stupide pour les faire exploser. Alors que nous voulions nous opposer à la prétention odieuse et ridicule de l'UNEFexID à représenter les intérêts des étudiants de France, la FSE s'en est faite l'allié objectif, en n'ayant d'autre ambition que d'opposer à la grande" UNEF sa petite vertu, construisant son impuissance comme preuve de cette vertu.

Nous refusons la fausse alternative entre "réunification" et FSE. L'analyse de l'Appel d'Antony sur la nécessité et l'urgence d'un véritable syndicalisme vraiment étudiant nous paraît plus que jamais valable.

L'arrivée des ECTS, stade suprême de la réforme Bayrou-Allègre, fait plus que le confirmer. L'incapacité de tous à envisager même une riposte d'ampleur nationale est le meilleur symptôme de la crise que nous connaissons.

Il est clair que les espoirs du rassemblement syndical ont vécu, et que l'heure est à la résistance syndicale. Il est urgent de l'organiser et de la structurer nationalement à partir des forces existantes. Si nous voulons survivre et agir efficacement, nous devons absolument cesser d'être des groupes isolés tentant de se voir ou de se parler de loin en loin.

C'est pourquoi nous prenons l'initiative d'inviter tous ceux qui se sentent concernés par cette analyse à se réunir avec nous

à Evry les 5 et 6 janvier

pour discuter des moyens et des ambitions de cette résistance, et de l'organisation nationale dont elle doit se doter.

Nous pensons qu'il est trop tôt ou trop tard pour organiser une réunion formelle de l'UNEF ou de quoi que ce soit d'autre. Cette réunion voudrait être l'AG constitutive d'un objet qui reste à définir mais devra représenter au niveau national la volonté de résistance syndicale que nous exprimons localement. Notre invitation s'adresse donc en premier lieu à toutes les AGE qui étaient membres de l'UNEF en juin 2000 et qui n'ont rejoint ni l'U-ID, ni la FSE, mais aussi à toutes les organisations et à tous les individus qui seraient intéressés par notre démarche: adhérents de l'UNEF en juin 2000, adhérents d'autres organisations que la situation actuelle ne satisfait pas, étudiants non organisés mais prêts à envisager de s'investir avec nous dans la reconstruction d'un véritable syndicalisme étudiant, et même anciens étudiants décidés à nous soutenir. Nous demandons donc à tous ceux qui reçoivent cette invitation par la poste ou par mail, ou la lisent sur notre site Web de la diffuser largement autour d'eux.

Il nous paraît prématuré de proposer un ordre du jour. Nous ne faisons donc que donner une liste de cinq thèmes qui nous semblent primordiaux.

1) La question de notre organisation. Quel nom, quelle structuration, quels responsables ? Quelles relations avec les autres organisations étudiantes, avec les syndicats de salariés, enseignants en particulier ?

2) La question des élus et des élections, d'un point de vue théorique (Des élus pour quoi faire ? Quel discours tenir aux étudiants à ce sujet ?) et pratique, les échéances locales et nationales. Quels objectifs, quels moyens pour les CROUS, le CNOUS et le CNESER ?

3) La question des réformes. Que faire concrètement, étant ce que nous sommes, contre les ECTS ? Il s'agit de trouver une ligne qui ne relève ni des incantations mouvementistes, ni des illusions co-gestionnaires (pas forcément incompatibles d'ailleurs).

4) La question de l'aide sociale, dans la perspective en particulier des élections des CROUS? Quel discours et quelle pratique syndicale sur ce sujet, pour à la fois combattre la démagogie de l'UNEFexID et éviter les ratiocinations théologiques qui ont fait tant de mal à notre UNEF ?

5) La question de la solidarité internationale, que l'actualité place au premier plan, et qu'il nous faut articuler avec l'ensemble de notre positionnement syndical.